N° PM – 2026 - 411

Commune de PIGNANS
Département du VAR
Arrondissement de BRIGNOLES

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT AUTORISATION DE DÉBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE À L'OCCASION DE LA FÊTE LOCALE 2026

Le Maire,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2212-4 ;
Vu le Code de la santé publique et notamment les articles L.3321-1, L.3334-2 et L.3335-4 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 22 mars 2022 portant réglementation de la police générale des débits de boissons ;
Vu la demande de la Paroisse de différentes associations, représentées par leurs présidents respectifs ;
Considérant qu'il appartient au maire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publiques à l'occasion de la manifestation publique « Fête locale 2026» qui se déroulera du vendredi 11 septembre au dimanche 13 septembre 2026 ;

ARRÊTE

Article 1 :
À l'occasion de la manifestation publique « Fête locale 2026», les associations ci-après énoncées sont autorisées à ouvrir un débit de boissons des 1er et 3ème groupes sur la place des Écoles à Pignans :
- A.C.A.P. représentée par Madame Carole OLIBÉ
- Association Notre-Dame des Anges représentée par Madame Annie POLOZEC
- A.V.A.C.M. représentée par Monsieur Alain DUMAS
- Basket Ball Club Pignantais représenté par Monsieur Joseph SCOTTO

Article 2 :
L'autorisation est délivrée pour le vendredi 11 septembre, le samedi 12 septembre et le dimanche 13 septembre 2026.

Article 3 :
À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er, le débit de boisson temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des 1er et 3ème groupes définis à l'article L.3321-1 du Code de la santé publique, à savoir :
Boissons hygiéniques non alcoolisées, bière, vins, vins mousseux, champagne, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

Article 4 :
Les bénéficiaires de l'autorisation susvisée s'engagent à :
-Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs ;
-Ne pas servir de boissons alcoolisées à des personnes manifestement ivres ;
-Prendre toutes les dispositions utiles en vue d'éviter une consommation excessives d'alcool ;
-Respecter la tranquillité publique.

Article 5 :
Tout manquement à ces obligations expose les bénéficiaires de ladite autorisation à se voir refuser toute nouvelle demande d'ouverture temporaire de débit de boissons dans l'année.

Article 6 :
L'offre ou la vente, sous quelque forme que ce soit, dans les débits ouverts à l'occasion d'une manifestation autorisée par l'autorité municipale, de boissons autres que celles des groupes un et trois définis par l'article L.3321-1 du Code de la santé publique, est punie de 3750 euros d'amende.

La vente de boissons alcoolisées à des mineurs est punie de 7500 euros d'amende. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs, dans les débits de boissons, est punie de la même peine.

Article 7 :
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon sis 5 rue Racine TOULON (83000) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.
Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi via l'application informatique « Télé recours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 8 :
Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le capitaine commandant la communauté de brigades du Luc-en-Provence, Messieurs les agents de Police Municipale et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
L'autorisation devra être présentée sur leur demande aux agents de police municipale.

Fait à PIGNANS, le 10 septembre 2026.

Fernand BRUN
Maire de PIGNANS
Conseiller départemental
1er Vice-Président C.C. Cœur du Var

MAIRIE DE PIGNANS (VAR)

Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif de Toulon peut être saisi via l'application informatique « Télé recours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr